



Chaos social à L'Equipe : les représentants du personnel ciblés

Jusqu'où iront les dirigeants de L'Equipe ? Depuis trois ans, le dialogue social est devenu presque impossible au sein du quotidien sportif français de référence. Le tableau : des éclats de voix dans les réunions d'instance, des attaques personnelles, du dénigrement, un déclassement professionnel et une forme de harcèlement ayant pour conséquence une **grave dégradation de la santé des représentants du personnel**. Trois d'entre eux sont ou ont été récemment en arrêt maladie du fait de la violence managériale, et de la volonté de la direction de s'en prendre directement aux élus du CSE, en lutte depuis 2020 contre des projets de réductions d'effectifs injustifiés.

Petit retour en arrière. Il y a trois ans, juste après le premier confinement, la direction de L'Equipe avait tenté de faire signer aux organisations syndicales un accord de performance collective inadmissible, sur fond de chantage à l'emploi. Mobilisés, les salariés avaient massivement refusé ce marché de dupes. Quelques mois plus tard, en représailles, la direction lançait deux plans de sauvegarde de l'emploi (L'Equipe et Sport&Style), qui allaient donner lieu à une **grève historique de deux semaines**, avec non parution du quotidien et un site internet très fortement ralenti **en janvier 2021**.

Depuis ce **mouvement collectif exemplaire**, la direction de L'Equipe a **accumulé les déboires**, avec l'annulation successive par la justice des **décisions d'homologation des deux PSE**. Dans les deux cas, les juridictions ont mis en avant des failles en lien avec les prescriptions légales en matière de santé, sécurité et conditions de travail, autant de **manquements documentés par les élus du CSE**, au fil des réunions, de la procédure d'information-consultation au vote des droits d'alerte.

Cette ténacité des représentants du personnel et le soutien massif qu'ils ont reçu lors des élections de novembre 2021 (une participation en hausse de 11 points, à 68%), les dirigeants de l'Equipe ne l'ont pas supportée. Depuis plus d'un an, ils ont entrepris un travail de sape destiné à affaiblir les élus, en particulier les représentants SNJ, majoritaires au sein du CSE (75% des votes).

En octobre dernier, les instances nationales du SNJ avaient [alerté la direction de L'Equipe par courrier](#), et la médecine du travail, sur la dégradation du climat social en interne, et ses conséquences sur les élus, en souffrance, alors que le rapporteur de la CSSCT était en arrêt de travail depuis plusieurs mois et que le secrétaire du CSE venait de subir des attaques personnelles de la part des dirigeants de l'entreprise en réunion simplement pour avoir fait son travail (avoir préparé des motions mettant en cause divers manquements de l'employeur). Il est, depuis, en arrêt de travail.

Force est de constater que ce courrier n'a été suivi d'aucune mesure concrète susceptible d'améliorer la situation, bien au contraire. Les provocations verbales n'ont jamais cessé. Le SNJ considère que cette absence de réaction, qui fait suite à une forme d'acharnement coupable contre des représentants du personnel, caractérise une volonté manifeste d'entraver les missions du CSE et de ses élus.

Première organisation de la profession, le SNJ apporte **tout son soutien aux salariés de L'Equipe et à ses élus**. Le SNJ ne laissera pas la direction malmenier ou tenter d'intimider les représentants du personnel, et sera à leur côté dans tous les combats qui restent à mener. Avec et pour les salariés.

Paris, le 27 février 2023